

Le budget

voudrait-il nous renseigner davantage sur ces hypothèses et nous dire à quel point elles sont inexactes ou fausses.

• (1300)

M. Pickard: Encore une fois, madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

À cause des taux d'intérêt élevés, nous nous trouvons dans une situation très difficile. La cause de nos ennuis économiques tient essentiellement au fait que nous avons trop emprunté. Le gouvernement du Canada est le plus gros emprunteur de notre pays. Par le passé, il a énormément emprunté non seulement au Canada, mais également à l'étranger.

Selon un article paru aujourd'hui dans le *Citizen* d'Ottawa, James Gillies a déclaré que, si la dette nette du Canada, qui atteint 350 millions de dollars à l'heure actuelle, n'était pas le pire cauchemar des Canadiens, elle allait grimper à une vitesse vertigineuse pour atteindre les 406 milliards de dollars d'ici 1991-1992. L'article poursuit:

Ce qui nous fait le plus de tort, dit-il, c'est notre dette extérieure de 250 milliards de dollars, la pire dette extérieure par habitant de tous les pays du monde.

C'est le gouvernement actuel qui est responsable de la pire dette extérieure du monde.

Notre dette extérieure est la plus élevée par habitant de tous les pays du monde. . . Évidemment, dans notre compte courant, nous enregistrons encore un déficit de 20 milliards de dollars. Quand on fait face à un déficit considérable, on doit importer des capitaux.

Pour attirer les capitaux, il faut maintenir des taux d'intérêt élevés. Le gouvernement maintient donc des taux d'intérêt élevés pour attirer les capitaux étrangers afin de financer sa dette extérieure. De toute évidence, nous devons faire preuve de prudence à l'égard de ceux qui achètent le Canada. Avec ses politiques actuelles, le gouvernement mène le Canada à sa perte.

M. Nicholson: Madame la Présidente, je viens tout juste d'entendre le député parler d'une dette de 250 milliards qu'aurait accumulée le gouvernement. Je suis certain qu'il voudra apporter une correction pour le compte rendu, tout d'abord, en reconnaissant que la dette était de 200 milliards lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir.

M. Fontana: Non, vous exagérez.

M. Nicholson: Les intérêts sur cette somme représentent 120 milliards de dollars de plus, seulement sur ce que

les libéraux nous ont laissé en 1984. Cela fait 320 milliards.

Des voix: Oh, oh!

M. Nicholson: Le député parle-t-il de cela, parfois, avec ses collègues? Certains d'entre eux se tiennent assez tranquilles, par exemple, le député de Winnipeg-Sud-Centre ou M. Chrétien qui participe à la course à la direction du parti. Je sais que le député sera d'accord avec moi pour dire que le déficit ne semble pas trop les inquiéter. Il est intéressant que le député ait dit qu'il est si inquiet.

A-t-il déjà demandé aux membres de son caucus, pendant une réunion, pourquoi ils avaient laissé cela se produire? Je sais que le député sera d'accord avec moi pour dire que nous serions en bien meilleure posture aujourd'hui si nous n'avions pas hérité d'une dette de 200 milliards de dollars en 1984 et si nous n'avions pas eu à payer 120 milliard de dollars en intérêt depuis ce temps.

L'inquiétude du député est très intéressante et agréable à entendre, mais en a-t-il jamais parlé à un seul de ses collègues du Parti libéral. Ils ont été aussi prodigues que des socialistes en ce qui concerne les dépenses gouvernementales.

Une voix: Non.

M. Nicholson: Oui, c'est vrai. Ils ont été aussi prodigues que des socialistes en encourageant le gouvernement du Canada à dépenser de l'argent qu'il n'avait pas. Voilà ce que j'ai à dire au député.

M. Pickard: Madame la Présidente, j'apprécie les observations de mon collègue d'en face. J'aimerais cependant corriger quelques erreurs qu'il a commises.

Je parlais d'une dette étrangère de 250 milliards.

M. Oberle: Où avez-vous pris cela? C'est absolument ridicule.

M. Pickard: Cela vient d'un article, comme je l'ai signalé clairement, paru dans le *Citizen* d'Ottawa. Le professeur James Gillies y expliquait ce qui se passe avec l'argent qui sort du pays et les groupes étrangers qui viennent acheter. C'est de là que vient ce chiffre.

Je reviendrai aux chiffres du budget de 1984.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je regrette d'interrompre le député, mais la période de questions et observations est maintenant terminée.